

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 31/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STOCA

3 chemin du Génie
69200 Vénissieux

Références : UDR_TESSP_25-150_RP
Code AIOT : 0006103846

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement STOCA implanté 3 chemin du Génie 69200 Vénissieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 22/01/2025 avait permis de constater que l'exploitant n'a pas satisfait à la mise en demeure du 17/05/2024 concernant la protection du puits vis-à-vis des pollutions accidentelles (y compris en cas d'incendie). En conséquence, l'inspection avait proposé un projet d'astreinte journalière.

Par courrier du 18/02/2025, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un joint entre le sol et le regard afin d'assurer l'étanchéité de l'ouvrage de prélèvement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCA
- 3 chemin du Génie 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103846
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société STOCA est une entreprise familiale (environ 15 salariés) dont l'activité est le traitement thermique et le traitement de surfaces des métaux.

L'exploitation de l'établissement a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 7 juin 2005, pour la rubrique 2565-2-a de la nomenclature des ICPE (traitement des métaux par voie électrolytique ou chimique). Cette activité relève désormais du régime de l'enregistrement et l'établissement comporte également des activités relevant du régime de la déclaration pour plusieurs autres rubriques.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des pollutions – Protection du puits	AP de Mise en Demeure du 17/05/2024, article 1	Avec suites, Astreinte	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place un dispositif pour assurer l'étanchéité de l'ouvrage de prélèvement que l'inspection qualifie de temporaire. Si l'exploitant souhaite conserver cet ouvrage de prélèvement (qui n'est actuellement plus utilisé), il doit assurer l'étanchéité de l'ouvrage en respectant les règles de l'art en la matière.

Compte tenu de la mise en œuvre de cette mesure temporaire, l'inspection ne propose pas de sanction administrative, mais ne propose pas de lever la mise en demeure du 17 mai 2024, du fait de l'absence d'étanchéité de l'ouvrage de prélèvement dans les règles de l'art.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions – Protection du puits

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/05/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/01/2025

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2025

Prescription contrôlée :

La société STOCA est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois les dispositions du paragraphe 4.8.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 :

- en mettant en œuvre une solution technique permettant d'empêcher, y compris en cas d'incendie, tout effluent ou écoulement accidentel susceptible d'être pollué d'atteindre les eaux souterraines via le puits, dans un délai de 3 mois ;
- ou en de faire procéder au comblement du puits dans les règles de l'art, dans un délai de 6 mois.

Constats :

Synthèse du précédent constat de la visite du 22/01/2025 :

L'Inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas protégé le puits vis-à-vis des eaux d'extinction d'incendie.

Un test à l'eau avait permis de confirmer la possibilité d'infiltration dans le regard dans lequel se trouve la tête de puits.

L'Inspection avait confirmé qu'il peut être mis en œuvre, dans un premier temps, une solution technique temporaire, sous réserve que celle-ci reste efficace jusqu'à la mise en œuvre d'une solution technique pérenne permettant de garantir la protection du puits.

Par courrier du 18/02/2025, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un joint entre le sol et le regard de l'ouvrage de prélèvement et avoir fait un test d'étanchéité à l'eau montrant l'efficacité du dispositif.

Lors de la présente visite, l'inspection ne peut pas vérifier la pose du joint évoqué car l'exploitant indique que l'ouverture du regard de protection de l'ouvrage détériorerait le joint en place et nécessiterait de le remplacer. L'exploitant présente néanmoins l'emballage du joint utilisé qui décrit une bande en caoutchouc de 100mm de large et 1,6mm d'épaisseur préconisé pour les terrasses en bois.

L'inspection estime que ce dispositif est **acceptable comme solution temporaire** d'étanchéité en attendant la mise en œuvre d'un dispositif perenne réalisé dans les règles de l'art.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de rédiger un protocole pour la vérification de l'étanchéité à l'eau du regard de l'ouvrage de prélèvement en nappe, de l'appliquer et de consigner les résultats des tests réalisés.

L'inspection rappelle à l'exploitant le délai de 6 mois afin de respecter les dispositions de la mise en demeure du 17 mai 2024 :

- soit en mettant en œuvre un dispositif perenne réalisé dans les règles de l'art permettant

- d'empêcher tout écoulement dans l'ouvrage de prélèvement en nappe ;
• soit de faire procéder au comblement du puits dans les règles de l'art.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois